

Appel

Manifestation – 9 septembre 14h – Oranienplatz (Kreuzberg)
A qui appartient la ville ?

Solidaires contre les loyers et les expulsions ! – Pour une ville d'en bas !

“...et la ville vous appartient.”, “Berlin reste payable”, ces phrases vides et d'autres encore sont visibles partout depuis un an à Berlin. Au plus tard, depuis l'expulsion brutale du collectif et centre social Friedel54, le 29 juin 2017, il est devenu clair que cette ville doit appartenir à ceux et celles qui payent le plus fort prix. Que pour cela, des personnes soient jetées à la rue, mises à la porte discrètement, leur baille résilié, qu'elles soient criminalisées et tabassées, c'est ça aussi, le quotidien sous la coalition rouge-rouge-verte. En fin de compte, c'est une question de principe. Il s'agit de protéger le “principe de la propriété”, afin que les propriétaires puissent l'exploiter. La nouvelle coalition du Sénat semble vouloir en être le garant. Le fait que les dépenses engendrées par les opérations policières lors de l'expulsion partielle des réfugié.es de l'école Gerhart-Hauptmann et celle du collectif Friedel54 auraient pu permettre d'acheter des immeubles entiers et payer plus d'un an de loyers souligne une fois de plus à quel point ce principe de la propriété est synonyme de hauts coûts et de violence. Le but est de dissuader les gens prêts à suivre ce modèle et d'appâter les investisseurs et investisseuses. Nous ne pensons pas que faire une croix sur un bulletin de vote lors des élections du Bundestag y changera quoi que ce soit.

A la question “A qui appartient la ville ?”, on ne peut donc qu'apporter une réponse pratique. Pas devant le juge, aux Parlements ou autour une table en coulisse. La réponse est donnée dans la rue et sur les places publiques de cette ville. De même que dans les immeubles habités, leurs couloirs et leurs cours. Dans le métro, le bus et le tram, quand la sécurité et les contrôleurs embêtent l'un.e des nôtres parce qu'il ou elle n'a pas de ticket. La réponse est donnée là où les gens s'unissent pour s'opposer à la commercialisation de leurs lieux de vie et luttent ensemble pour décider eux-mêmes de leur vie. La réponse, ce sont nos actes qui ne découlent pas du simple fait que les dirigeant.es ne s'intéressent pas à répondre à nos besoins, mais de notre conviction que nous sommes les mieux placé.es pour le faire.

De cette conviction naissent des formes très différentes de résistance. Que ce soit l'occupation actuelle de l'ancienne usine à tapis à Berlin-Stralau par des jeunes SDF et des activistes, ou l'organisation d'une communauté des locataires et locatrices dans la Zossenerstraße 18 qui force le gouvernement du quartier Kreuzberg à utiliser son droit de préemption pour acheter l'immeuble. Que ce soit les protestations de la jeunesse dans le centre pour jeunes Potse & Drugstore (Schöneberg) contre leur expulsion, ou l'occupation du local pour personnes âgées “Senior*innenfreizeitstätte Stille Straße” (Pankow) par les retraité.es. Les protestations contre les évictions ont déjà bien des visages. Selon l'utopie d'une **ville d'en bas**, ces nombreux visages doivent être pris en compte en ceci que les besoins de chacun.e, et non pas les intérêts financiers de quelques un.es, deviennent l'unité de mesure pour une politique urbaine réussie.

Pour cela, la campagne “Mietenwahnsinn stoppen” (“arrêtons le délire avec les loyers”) organise le 8 septembre une journée d'actions décentralisée dans toute l'Allemagne. Et nous voulons sortir dans la rue, avec vous, le 9 septembre pour donner une réponse pratique à la question “A qui appartient la ville ?”. Venez avec nous ! Pendant ces deux journées, laissez libre cours à votre colère, votre créativité, faites du bruit et soyez rebels !

Pour le droit de rester de tous les nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes à Berlin, pour la légalisation du squattage des bâtiments vides, pour un moratoire des expulsions et un droit à l'habitation.

Contre les modernisations non voulues, le racisme sur le marché immobilier, la gentrification structurelle et la criminalisation des voisinages solidaires.